

Mirjam Veglio, co-présidente du PS du canton de Berne

Seule la version orale fait foi.

Voilà cinq ans et demi que le canton de Berne est dirigé par un gouvernement dominé par la droite. En dressant le bilan de ces dernières années, force est de constater que le canton de Berne ne fait aucun progrès. Cela n'étonnera pas nos contemporains éclairés. Il tombe sous le sens que des recettes poussiéreuses ne sont d'aucune utilité pour le présent et encore moins pour l'avenir.

En voici trois exemples :

- Berne devrait participer à la concurrence fiscale destructive et réduire l'impôt sur les sociétés.
- Les besoins de base des bénéficiaires de l'aide sociale devraient être réduits.
- Le personnel de vente devrait être contraint à travailler le dimanche.

Le peuple a vu la poussière et a rejeté ces trois objets dans les urnes. Il semble qu'une majeure partie de la population du canton ne se sente plus représentée par cette politique de droite.

Il est temps de faire basculer les majorités – aussi au Conseil-exécutif !

Les recettes social-démocrates et vertes sont porteuses d'avenir et durables. Elles prennent en considération toutes les personnes résidant dans le canton. Notre politique se veut responsable, y compris pour les générations futures, et ne mise pas sur des profits rapides à court terme. Le PS et les Verts prônent la solidarité plutôt que l'exclusion et la stigmatisation, le progrès plutôt que l'immobilisme et la régression.

Procédons à un dépoussiérage et faisons preuve de lucidité face aux défis sociopolitiques majeurs auxquels le canton de Berne est confronté.

Ce n'est pas seulement en période de pandémie qu'il faut garantir un bon système de santé pour l'ensemble de la population. Les soins ne doivent pas servir les intérêts d'investisseurs privés. De vraies bonnes conditions de travail pour le personnel de santé et le personnel soignant sont la clé pour les soins dont la population a besoin. Or avec le système de rémunération en vigueur, les hôpitaux et les EMS sont plus que jamais contraints à la concurrence économique. Le système de santé relève de la responsabilité des pouvoirs publics.

Une politique familiale moderne permettra au canton de Berne de réduire la pénurie de main-d'œuvre, tout en éliminant enfin les nombreux obstacles qui se dressent encore sur le chemin des parents qui tentent de concilier famille et travail. Pour ce faire, il nous faut un congé parental. Un accueil de l'enfance abordable et de bonne qualité doit être garanti. Il convient de prêter davantage d'attention à la garde d'enfants rémunérée et non rémunérée et plus généralement au travail d'aide.

Cela fait longtemps que le changement climatique a atteint nos latitudes. Nous avons besoin d'instruments efficaces pour une protection du climat socialement acceptable, qui soient accompagnés d'une offensive dans le domaine des transports publics et d'une promotion systématique des énergies renouvelables. Il en va de notre avenir !

Le PS du canton de Berne se bat aux côtés des Verts en faveur d'une majorité sociale, respectueuse du climat et tournée vers l'avenir au sein du gouvernement bernois. Les candidats sortants Evi Allemann, Christoph Amman et Christine Häsler se présentent avec Erich Fehr. Les Bernoises et les Bernois des villes et des campagnes disposent pour ces élections d'un quatuor de choix, fiable, flexible, doté d'un grand sens du dialogue et d'un solide esprit d'équipe.

Natalie Imboden, présidente des Verts du canton de Berne

Seule la version orale fait foi.

Le canton de Berne est confronté à des défis de taille. Face à la crise climatique, il s'agit ni plus ni moins de préserver notre planète, nos ressources naturelles et la biodiversité. Le canton de Berne est particulièrement touché par les conséquences négatives du changement climatique (inondations, laves torrentielles, sécheresses, etc.) et donc particulièrement exposé.

Le OUI impressionnant en faveur de l'intégration de la protection du climat dans la constitution bernoise, déposé dans les urnes par 64 % de la population en septembre 2021, constitue un mandat clair. L'article sur le climat prévoit que le canton et les communes agissent contre le changement climatique et ses conséquences. Le canton de Berne doit devenir climatiquement neutre d'ici 2050. Les mesures climatiques doivent renforcer l'économie tout restant socialement acceptables. Pour remplir ce mandat, la législature 2022-2026 sera celle de la protection du climat et de la justice climatique.

Cela impliquera une transformation de la société et de l'économie, avec la décarbonisation du trafic, la sécurité de l'approvisionnement grâce aux énergies renouvelables (avec pour mot d'ordre le développement considérable de l'énergie solaire), le renforcement de la biodiversité ainsi qu'une offensive dans le domaine de la formation continue et de la reconversion. Le canton de Berne a besoin d'investissements massifs dans la formation et la protection du climat. Des fonds de transformation sont nécessaires au niveau national comme au niveau cantonal, ainsi que le prévoit l'initiative commune des Verts et du PS sur le fonds climatique.

Le bilan des votations de cette dernière législature montre clairement que la population bernoise veut une nouvelle politique. Le souverain a ainsi rejeté le projet de démantèlement social de la droite en matière d'aide sociale, les cadeaux fiscaux pour les grandes entreprises et la libéralisation des horaires d'ouverture des magasins au détriment du personnel de vente. La pandémie de Covid-19 qui perdure montre clairement l'importance d'un système de santé performant, d'écoles fortes et d'une infrastructure publique opérationnelle.

Les élections de mars 2022 permettront de poser des jalons. Le canton de Berne a besoin d'une politique fiable, qui place les gens et l'environnement au centre des préoccupations et favorise l'intégration dans la société. Cette approche implique aussi une plus forte participation des jeunes au processus politique en leur donnant le droit de vote à 16 ans et en octroyant le droit de vote et d'éligibilité aux personnes établies en Suisse, même si elles ne disposent pas du passeport suisse.

Le canton de Berne a besoin de nouvelles forces écologiques et sociales et d'une majorité rose-verte portée par quatre personnalités compétentes au Conseil-exécutif. Cette majorité rose-verte s'engagera aussi pour une protection efficace du climat et la préservation de la biodiversité, pour des hôpitaux et maisons de naissance publics de qualité plutôt que pour des privatisations, et pour de meilleures conditions de travail pour le personnel soignant. Les inégalités sociales se sont accentuées avec la pandémie. La lutte contre la pauvreté et un soutien efficace des familles se révèlent donc d'une importance capitale. Il faut accélérer le processus d'intégration avec des écoles fortes, un bon accueil extrafamilial et une structure sociale efficace pour les personnes dans le besoin.

Les Verts du canton de Berne se battent aux côtés du PS pour une majorité respectueuse de l'environnement et sociale au sein du gouvernement bernois. Ils se présentent conjointement avec la directrice de l'instruction publique verte Christine Häsler, aux côtés d'Evi Allemann, Christoph Amman et Erich Fehr. Les Bernoises et les Bernois des villes et des campagnes disposent pour ces élections d'un quatuor de choix, fiable, flexible, doté d'un grand sens du dialogue et d'un solide esprit d'équipe.

Evi Allemann, directrice de l'intérieur et de la justice / candidate au Conseil-exécutif

Seule la version orale fait foi.

Le travail au sein du gouvernement combine labeur et stratégie, dialogue et décision, responsabilité et collégialité. Il se base sur un bon soutien technique de la part des offices et de l'état-major. Il se nourrit du plaisir à chercher des solutions, et dans une large mesure des échanges entre collègues. Au sein du gouvernement actuel, nous cultivons ce dialogue de manière constructive, souvent ferme sur le fond, mais toujours respectueux dans le ton. La collaboration qu'entretiennent les trois membres roses-verts est remarquable. Nous parvenons souvent à nos fins, mais pas toujours. Nous serions heureux de pouvoir contribuer encore davantage à faire avancer le canton de Berne grâce à nos idées, à partir d'une position majoritaire lors de la prochaine législature.

Nous souhaitons continuer à œuvrer pour l'amélioration de la qualité de vie dans le canton de Berne. Les habitants du canton, qui sont en droit d'attendre des services de premier ordre, sont au cœur de nos préoccupations. Nous entendons offrir un service public de qualité à la population et à l'économie.

Cette démarche s'inscrit dans différents domaines, notamment celui de la famille. La famille, qui revêt une multitude de forme, est d'une portée sociopolitique fondamentale. C'est pourquoi je tiens à ce que le canton de Berne offre des conditions de vie agréables et équitables. La politique familiale est une tâche transversale. En tant que directrice en poste, je me suis engagée pour alléger encore la charge financière des familles dans le domaine des subsides pour les primes d'assurance-maladie : depuis 2020, les familles avec enfants et les jeunes adultes en formation qui disposent de revenus faibles ou moyens bénéficient d'un allègement ciblé. Environ 13 000 personnes supplémentaires ont désormais droit à des réductions de primes, dont le montant a augmenté pour près de 50'000 bénéficiaires. Le canton alloue chaque année 30 millions de francs supplémentaires à cet effet. La réduction des primes est une préoccupation majeure et revêt une nouvelle importance pour de nombreuses familles en raison des conséquences économiques de la crise sanitaire. Le système doit devenir plus équitable et plus simple pour être bien accepté à long terme. Ces quatre dernières années, nous avons en outre travaillé intensément à une nouvelle loi sur les prestations particulières d'encouragement et de protection destinées aux enfants (LPEP). Cette loi améliore le soutien aux enfants qui ont besoin d'une protection particulière.

L'aménagement du territoire est aussi au cœur de nos préoccupations : une bonne gestion dans ce domaine nous permet de contribuer de manière significative à l'amélioration de la qualité de vie pour la population. Nous créons des conditions propices à l'économie et favorisons la protection de la nature et de l'environnement. Mon objectif est de soutenir le développement durable grâce à une bonne gestion du territoire.

La densification urbaine constitue le principe directeur général en matière d'aménagement du territoire. Il s'agit à la fois d'un défi et d'une opportunité : le canton de Berne entend canaliser son développement territorial dans les zones déjà largement construites. Nous devons optimiser l'utilisation du tissu bâti existant et stopper le mitage en exploitant de manière ciblée le potentiel de densification. Les lacunes dans la structure urbaine doivent être comblées et les zones à bâtir non construites ou sous-utilisées doivent être rendues disponibles. Les quartiers périphériques et les centres de villages doivent être rénovés dans le respect de la culture architecturale qui leur est propre. Le paysage doit être développé de manière durable. L'objectif est d'atteindre une qualité de vie et d'environnement élevée pour la population et de maintenir un milieu bâti favorable à l'exercice des activités économiques. Ces quatre dernières années, ma direction et moi-même sommes restés fidèles au leitmotiv « simple, actif, numérique », qui résume ma volonté de prendre des décisions rapides, d'établir des structures simples et de proposer des offres numériques. J'aime le défi d'élaborer des solutions durables tout en maintenant le dialogue avec des partenaires aussi variés que les communes, les régions, l'économie, la justice, les églises et communautés religieuses pour faire avancer le canton. Voilà pourquoi je brigue un nouveau mandat.

Erich Fehr, maire de Bienne / candidat au Conseil-exécutif

Seule la version orale fait foi.

Le canton de Berne a besoin d'un changement de direction. Seule une majorité rose-verte au Conseil-exécutif nous permettra d'esquisser les contours d'un avenir plus social et plus écologique. Je veux contribuer à ce que nous, Bernoises et Bernois, nous souvenions de nos points forts.

Je regrette que nous évoquions plus souvent les faiblesses de notre canton plutôt que ses forces. Il y a 100 ans, nous étions à la pointe au niveau économique. La création des FMB et le début de l'électrification ont ouvert la voie à un développement industriel rapide. Les locomotives électriques traversaient le Lötschberg alors que les trains à vapeur haletaient encore au Gothard. Puis nous avons perdu du terrain. Notre canton doit poursuivre son développement pour devenir un pôle industriel innovant et conscient de sa propre valeur. Un canton d'un million d'habitants doit offrir qualité de vie, formation et perspectives. Cela inclut un travail qui permette de bien vivre. Bienne est une ville industrielle fortement tournée vers l'exportation, particulièrement exposée aux fluctuations conjoncturelles. Je connais donc l'importance d'emplois durables et sûrs. La création de places de travail dans la région de Berne ne sera possible que si le canton considère les défis tels que le changement climatique comme des opportunités. Pour ralentir le changement climatique, nous avons besoin de technologies et de produits innovants et durables. Avec l'objectif ambitieux de zéro émission nette d'ici 2050, plus de 50 000 places de travail pourront être générées ces prochaines années en Suisse. C'est une chance formidable pour notre canton. Nous devons promouvoir et soutenir les investissements dans les technologies « vertes » pour que le plus grand nombre possible de ces emplois soient créés chez nous. Avec une majorité de gauche au gouvernement, nous pourrions consolider et poursuivre le travail accompli ces dernières années par deux directeurs de l'économie publique socialistes souvent freinés dans leur élan par la droite, tout en renforçant la numérisation.

Une éducation de base de qualité est la clé de l'égalité des chances – et pour moi l'objectif premier de la politique social-démocrate. Une bonne formation améliore les perspectives d'une vie digne et autonome tout en réduisant le risque de dépendre de l'aide sociale. Pour permettre à tous les enfants de lutter à armes égales dès le début de leur scolarité, nous avons besoin d'une palette étoffée de prestations de soutien préscolaire, par exemple grâce à la gratuité des crèches. Cette mesure s'inscrit dans une politique familiale moderne, tout comme un congé parental digne de ce nom. L'égalité des genres et la promotion des femmes sont une évidence pour moi. Je ne me contente pas de le dire, c'est un principe que j'applique systématiquement au sein de ma direction à Bienne. Trois départements sur quatre ont été confiés à des femmes. Même « mes » deux entreprises municipales sont aujourd'hui dirigées avec succès par des femmes. Et chez nous, l'égalité salariale est une réalité depuis longtemps.

La politique financière est importante car il n'y a pas de service public performant sans finances saines. Il est évident que la charge fiscale doit être la plus faible possible pour les contribuables. Mais ce n'est pas la seule chose qui compte. Les pouvoirs publics doivent disposer des moyens nécessaires pour remplir leurs missions et investir. La politique détermine les prestations à fournir, et de celles-ci découle le taux d'imposition. L'État doit veiller à la cohésion et à l'équité sociale. Le coût est élevé, mais en vaut la peine.

En matière de politique sociale, une majorité de gauche au gouvernement constitue clairement la condition *sine qua non* pour qu'à l'avenir, on combatte à nouveau la pauvreté et ses causes, plutôt que les pauvres comme c'est le cas aujourd'hui avec une majorité bourgeoise.

Nous devons mener une politique climatique qui rencontre une large acceptation au sein de la population. En termes de mobilité, des solutions adaptées au niveau régional sont requises. Nous devons

réduire le nombre de voitures en ville. Pour ce faire, nous avons besoin de transports publics performants et nous devons encourager les déplacements à pied ou à vélo. Les transports publics demeurent le moyen de transport le plus efficace dans des agglomérations densément peuplées. Il nous faut les développer et mettre en place des modes de propulsion respectueux de l'environnement. Le vélo doit être sûr et attrayant. Cela nécessite des infrastructures appropriées qui mettent globalement les agglomérations en réseau. À la campagne toutefois, de nombreuses personnes dépendent de leur voiture. Dans ce cas, il s'avère judicieux de soutenir le passage à la voiture électrique, avec la mise en place de bornes de recharge par exemple. Il ne sera pas aisé de trouver des majorités pour une politique de mobilité durable dans notre canton, et le contexte financier actuellement tendu ne va pas non plus nous faciliter la tâche.

La passion pour la politique et le bilinguisme m'a été donnée dès le berceau. Je suis Suisse allemand, mais je comprends très bien la façon de penser et la mentalité des Romands. Je partage ma vie avec eux depuis plus de 50 ans. Après le vote sur Moutier et la clarification de la question jurassienne qui en découlait, nous devons leur accorder plus d'attention. Seuls un Jura bernois fort et une population romande confiante permettront au canton d'assumer sa fonction de pont essentielle pour le pays. Il convient en outre de respecter les besoins spécifiques de la ville bilingue de Bienne et de son agglomération. Les Biennois romands, les Biennois bilingues et les Jurassiens bernois ne se sentiront chez eux dans le canton de Berne qu'à la condition de tenir compte de leurs mentalités respectives. Pour avoir été maire de Bienne pendant des années, je connais bien ces sensibilités. Cela fait plus de dix ans que je travaille sur et à la charnière entre Bienne, le Jura bernois et le Seeland. Cette expérience, à laquelle aucun de ses membres actuels ne peut prétendre, représenterait un véritable atout au sein du Conseil-exécutif. Je suis convaincu de pouvoir apporter aux questions actuelles des solutions qui profiteront directement à la population concernée. Je pense notamment à la formation et à la culture, cruciales pour l'identité, et pour lesquelles la loi sur le statut particulier accorde certaines compétences au Jura bernois et aux Biennois francophones.

Fiabilité, circonspection et transparence : mes fonctions de maire de Bienne m'ont permis d'accumuler plus de 10 ans d'expérience de gestion comme t de l'exécutif et de nouer des contacts. Je sais jeter des ponts, écouter et trouver des solutions. Et en tant que Biennois, je connais l'importance de la diversité et des relations. C'est ce que je veux apporter dans mon travail au sein du gouvernement. Seule une majorité rose-verte au gouvernement permettra à notre canton de devenir plus social et plus écologique. C'est pourquoi je me porte candidat, aux côtés des candidat-es sortant-es Evi Allemann, Christoph Ammann et Christine Häslar. Pour un pôle industriel innovant et solide qui offre travail, qualité de vie, formation et perspectives. En bref : pour un changement de direction qui profite à tous les Bernois et les Bernoises.

Christine Häslar, directrice de l'instruction publique et de la culture / candidate au Conseil-exécutif

Seule la version orale fait foi.

La formation, la diversité, l'égalité et la participation sont des thèmes qui me sont chers.

La crise du Covid-19 a frappé et frappe encore très durement la formation et la culture. Pourtant, même en cette période de crise, les écoles bernoises ont accompli un travail formidable. Le fait que les écoles spécialisées soient désormais réunies sous les auspices de la Direction de l'instruction publique illustre bien la société inclusive à laquelle nous voulons tendre. Formation pour tous : pour les enfants aux capacités et besoins les plus divers, ainsi que pour une société dans laquelle chacun peut trouver sa place.

L'égalité des chances s'impose de plus en plus ; nous voulons que tous puissent suivre la voie qui leur convient et qui les comble. Nous assurons un accès ludique aux branches MINT grâce au projet « Mint-Mobil » et au TecLab. Les camps scolaires s'inscrivent dans la durabilité et sont accessibles à tous les enfants. Enfin, la révision de la loi sur l'école obligatoire permet désormais d'encourager les talents sportifs et musicaux. Encourager les talents quel que soit le milieu d'origine de l'enfant. Ce sont là des questions sur lesquelles nous travaillons activement.

Pour une formation de qualité, nous avons surtout besoin d'enseignants et de directeurs d'écoles enthousiastes et engagés, ce qui nécessite de bonnes conditions cadres. L'augmentation de la rémunération rendue possible lors de la dernière législature a constitué une étape importante à cet effet. Nous analysons maintenant de manière approfondie les points nécessitant d'autres ajustements. Nous voulons continuer à défendre la profession d'enseignant et de directeur d'établissement.

La crise du Covid-19 exige de gros efforts de notre part, mais nous ne devons pas la laisser nous diviser. Nous voulons une société qui garantisse une place et de la reconnaissance à tout un chacun, quels que soient les forces, les faiblesses, l'origine, le genre et le parcours de vie. Or cette vision nécessite une véritable égalité des genres, une conscience ainsi qu'un engagement solide en faveur de la diversité et de l'implication de la population.

L'une des principales forces de notre société est sa diversité. Si des personnes d'âges, d'origines et de genres différents, de religions et identités sexuelles diverses, dotées de capacités variées participent à la vie en société et contribuent à la façonner, alors nous irons loin. Pour y parvenir, nous devons permettre à toutes la population de prendre part aux décisions. Le droit de vote à partir de 16 ans, mais aussi pour les personnes handicapées, s'inscrit dans ce sens. L'engagement inclusif qui se vit depuis longtemps dans le secteur de la culture doit être étendu à tous les domaines de la vie. Nous avons encore du travail en matière d'égalité des chances. Celle-ci doit être assurée dans tous les domaines de la vie, et débute par un accès équitable à la formation. La déconstruction des stéréotypes liés aux genres et des rôles attribués aux hommes ou aux femmes doit commencer à ce stade, afin qu'elle puisse s'étendre à tous les domaines de la vie et devenir une évidence.

Notre société croît, le nombre d'élèves dans le canton aussi. Nous nous engageons à continuer à investir durablement dans la formation.

Christoph Ammann, directeur de l'économie, de l'énergie et de l'environnement / candidat au Conseil-exécutif

Seule la version orale fait foi.

Le Covid-19 a dominé l'actualité durant ces deux dernières années. S'il continuera à nous accompagner au cours des prochains mois, les autres défis que nous devons relever sont nombreux. Permettez-moi de revenir brièvement sur les mots-clés suivants : économie et travail, énergie, climat et biodiversité.

1. Économie et travail

Le Covid-19 nous a montré l'importance d'un partenariat social exemplaire, lequel a remarquablement fonctionné pendant la crise. Les partenaires sociaux ont été impliqués dans de nombreuses décisions gouvernementales importantes. Ils les ont non seulement soutenues, mais ont aussi contribué à instaurer un climat de confiance en clarifiant les questions liées à leur exécution. Cette mesure s'est notamment avérée extrêmement précieuse pour accomplir la tâche herculéenne qu'a été la stabilisation de l'économie au cours de ces deux dernières années de crise sanitaire. Il nous faut continuer à préserver ce partenariat social exemplaire.

Nous devons aussi veiller à l'ouverture des marchés et du marché du travail au niveau national, avec pour mot d'ordre les relations bilatérales avec l'UE et la sécurisation des chaînes d'approvisionnement. Ce sont aussi des défis qu'il nous faut relever au niveau cantonal.

Le canton de Berne doit aussi développer sa politique d'innovation : il s'agira ces prochaines années de consolider les deux grands projets d'innovation de sitem Insel AG et du Switzerland Innovation Park Biel/Bienne, et d'élaborer ceux du Swiss Center for Design and Health à Nidau ainsi que de l'EMPA à Thoun. Nous devons également mettre l'accent sur de nouveaux domaines (économie circulaire).

2. Énergie

La révision de la loi cantonale sur l'énergie a franchi une étape importante lors de la première lecture au Grand Conseil. Cette loi, qui repose sur « l'efficacité énergétique pondérée », doit maintenant être adoptée et entrer rapidement en vigueur.

Le canton de Berne doit aussi contribuer activement à l'approvisionnement national et donc à la production de nouvelles énergies renouvelables, notamment avec les projets d'importance nationale de Trift, du lac du Grimsel et du lac de l'Oberaar, qui doivent permettre de développer l'énergie hydraulique et de pallier le manque d'électricité en hiver. Le canton de Berne dispose également d'un grand potentiel en matière d'énergie éolienne et solaire.

3. Climat et biodiversité

En acceptant l'article constitutionnel sur la protection du climat, la population bernoise a confié une mission claire aux politiques. La Wyss Academy for Nature (WA) en est le projet central. Fondée mi-2020, cette organisation s'est rapidement développée malgré la crise du Covid-19. Elle met au point des méthodes innovantes et durables qui permettent de renforcer et de conjuguer la conservation de la biodiversité, le bien-être de l'être humain et l'exploitation durable des ressources naturelles dans une multitude de paysages du monde entier. À cette fin, elle gère des hubs en Europe centrale (Berne, Suisse), en Asie du Sud-Est (Laos), en Afrique de l'Est (Kenya) et en Amérique du Sud (Pérou). Dans le canton de Berne, 15 projets sont en cours pour développer des pistes et des solutions aux problèmes les plus urgents à l'interface entre le climat, la biodiversité et l'utilisation du sol.

La stratégie environnementale de l'UEO dotée du plan sectoriel biodiversité, biodiversité des forêts avec le projet KliWa (Klima im Wald) est déjà prête. Il s'agit désormais de mettre en œuvre cette stratégie grâce à des projets concrets, de l'étendre à d'autres directions et d'en faire une stratégie gouvernementale.

Le sol est également une thématique importante, avec des compétences spécifiques que nous entendons développer dans le canton. Je pense à nouveau au projet WA, mais aussi au Centre de compétences national sur les sols à la HAFL à Zollikofen (CCSols).